



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 12 décembre 2017

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

OBJET : 2017 – 223
CASINO DE GRASSE
CONVENTION D'OCCUPATION DES LOCAUX / EXONERATION DE REDEVANCES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 5 décembre 2017, s'est réuni le mardi 12 décembre 2017 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Patricia ROBIN, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Valérie DAVID, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Brigitte VIDAL, Jean-Paul CAMERANO, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO-GROS, Ali AMRANE, Chems SALLAH, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Franck BARBEY, Stéphanie MANDREA, Imen CHERIF, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Damien VOARINO, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Jean-Marc DEGIOANNI, Mireille BANCEL, Corinne SANJUAN.

PART EN COURS DE SEANCE :

- Monsieur Pascal PELLEGRINO (prend part aux délibérations N°210 à N°266)
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE (prend part aux délibérations N°210 et 267 à 284)
- Monsieur Franck BARBEY (prend part aux délibérations N°210 à N°215)
- Madame Magali CONESA (prend part aux délibérations N°210 à N°280)

ABSENTS EXCUSES :

- Monsieur Philippe WESTRELIN
- Monsieur Cyril DAUPHOUD

- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Madame Annie OGGERO-MAIRE
- Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Guillaume MELOT
- Madame Mékia-Nora ADDAD
- Madame Frédérique CATTART

ABSENTS :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

- Madame Aline BOURDAIRE (prend part aux délibérations N°267 à N°284)

PROCURATION :

- Monsieur Philippe WESTRELIN à Madame Catherine BUTTY
- Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Patricia ROBIN
- Monsieur PELLEGRINO à Madame Nicole NUTINI
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Madame Claude MASCARELLI
- Madame Aline BOURDAIRE à Madame Annie DUVAL
- Madame Annie OGGERO MAIRE à Monsieur Mahamadou SIRIBIE
- Monsieur Jean-François LAPORTE à Madame Mélanie ZARRILLO
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Valérie DAVID
- Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Christophe MOREL
- Monsieur Guillaume MELOT à Madame Imen CHERIF
- Madame Mékia-Nora ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
- Madame Magali CONESA à Monsieur Damien VOARINO
- Madame Frédérique CATTART à Monsieur Ludovic BROSSY

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 07 novembre 2017.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 12 DECEMBRE 2017

CASINO DE GRASSE
CONVENTION D'OCCUPATION DES LOCAUX / EXONERATION DE REDEVANCES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il est demandé au conseil municipal d'approuver à nouveau pour l'occupation des locaux du casino de Grasse une exonération des loyers du 1er janvier 2017 au 15 juin 2017.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	DEPENSES	42 193, 80 euros

Monsieur le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 36 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016,

Vu le contrat de délégation de service public du casino de Grasse et le contrat d'occupation des locaux du casino en date du 20 juillet 2011,

Vu la délibération en date du 19 janvier 2016 par laquelle le conseil municipal a approuvé les cessions du contrat de délégation de service public et de la convention d'occupation des locaux du Casino de GRASSE signés le 20 juillet 2011 à M. Thierry GUERRIER dans l'attente de la société créé à l'effet de gérer le casino
Vu les délibérations du 23 février 2016 par lesquelles le conseil municipal a approuvé le transfert desdits contrats à la société « Casino Victoria » et modifié ces contrats.

Vu les délibérations en date du 13 décembre 2016 et 27 juin 2017 permettant d'exonérer d'une part M. GUERIER du paiement des redevances pour la période du 21 janvier 2016 au 29 février 2016 et la société « Casino Victoria » du paiement des redevances du 1^{er} mars 2016 au 31 décembre 2016.

Considérant la demande du gérant de la société « Casino Victoria » visant à la suspension des loyers le temps utile à la réouverture du casino,

Considérant que la redevance annuelle payée par la société s'élève à 85 000 euros révisée.

Considérant que l'arrêt du Conseil d'Etat « SIPPAREC » du 21 mars 2003, précise qu'une redevance imposée à un occupant du domaine public doit être calculée non seulement en fonction de la valeur locative de la copropriété mais également en fonction de l'avantage spécifique procuré par la jouissance privative du domaine public,

Considérant que l'acte de cession prévu par l'ordonnance du 22 juin 2015 a été signé le 15 juin 2017 suite à l'arrêt de la cour d'appel, ne permettant pas à la société « Casino Victoria » d'exploiter le casino et ainsi de générer un quelconque chiffre d'affaire. Ainsi, le principe de non-gratuité de l'utilisation privative du domaine

public n'est pas remis en cause,

Considérant que l'article 36 sus visé autorise non seulement la modification du contrat de délégation de service public lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances que l'autorité concédante même diligente ne pouvait pas prévoir mais aussi dès lors que la modification n'est pas substantielle.

Que tel est le cas en l'espèce, en ce que la Ville de Grasse ne pouvait prévoir la situation dans laquelle s'est mis le précédent titulaire de la délégation de service public en se voyant priver de l'autorisation d'exploiter les jeux ayant entraîné un plan de liquidation judiciaire de la SA du Casino de Grasse et en ce que la modification n'est pas substantielle au regard des conditions fixées par l'article 36 – 5°. En effet, cette exonération de 42 193,80 euros plus celle déjà accordée de 86 545, 85 euros représente, prélevée sur 15 ans, environ 10 % du montant de la redevance et environ 3 % du montant perçu par la Ville (produit des jeux + redevance).

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 28 novembre 2017.

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'exonération du paiement de la redevance pour la société « Casino Victoria » du paiement de la redevance du 1^{er} janvier 2017 au 15 juin 2017 pour un montant de 42 193, 80 euros.
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents nécessaires à la réalisation de la présente affaire et notamment l'avenant à la convention d'occupation du domaine public.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 42 voix pour, 3 voix contre :
Monsieur de FONTMICHEL, Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI.